

<https://www.pressegauche.org/Discours-du-Trone-reactions-du-Conseil-provincial-du-secteur-des-communications>



Discours du Trône : réactions du Conseil provincial du secteur des communications du SCFP



- Communiqués -
Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 24 sept. 2020 - À la suite du discours du Trône, le Conseil provincial du secteur des communications (CPSC) du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) constate avec satisfaction que le gouvernement fédéral a l'intention de s'attaquer à l'évitement de l'impôt sur les sociétés par les géants du numérique et qu'il semble déterminé à changer les choses pour que les GAFAM aient des obligations réglementaires et partagent leurs revenus avec les médias.

Depuis 2014, le CPSC tire la sonnette d'alarme sur l'absence de réglementation des plateformes numériques au Canada et exige que le gouvernement rétablisse l'équité réglementaire et fiscale entre les médias traditionnels et les géants du Web.

« Il est grand temps que ce dossier crucial pour notre souveraineté culturelle et la pérennité de l'information locale produite par des professionnels du journalisme aboutisse ! », a déclaré Benoit Bouchard, président du SCFP-Québec.

Le CPSC se réjouit par ailleurs de la volonté du gouvernement canadien d'investir dans le service Internet à large bande en milieu rural au cours des deux prochaines années et d'améliorer le Fonds pour la large bande universelle. Il demande cependant à celui-ci de s'assurer que les règles du Fonds prévoient que les conventions collectives seront respectées et que les travaux subventionnés ne seront pas sous-traités pour permettre aux entreprises de générer des profits supplémentaires aux frais des contribuables.

« Avec la pandémie et les milliers de travailleurs et travailleuses au chômage, il est plus important que jamais que chaque dollar investi par les Canadien.ne.s soit consacré au maintien et à la création d'emplois au pays », a conclu Tulsa Valin-Landry, président par intérim du CPSC.